

Maître d'ouvrage



PRÉFECTURE DES LANDES

26 Rue Victor Hugo
40021 MONT-DE-MARSAN

Monsieur le Préfet

Affaire suivie par : Daniel LAPEYRE

Email : sgc-immo@landes.gouv.fr

OPERATION :

PRÉFECTURE DES LANDES

24 Rue Victor HUGO – 40000 MONT-DE-MARSAN



Réaménagement intérieur des locaux regroupant
l'Accueil Général de la Préfecture
et la Direction de la Citoyenneté et de l'Immigration

MAITRISE D'OEUVRE

Architectes

PERETTO & PERETTO
Sandra BANOS



4 Rue de l'Hôtel de Ville
65100 LOURDES
Email : s.banos@peretto.fr

05 62 51 42 46 Tél.

BET Structure/Fluides/Technique

S.E.T.E.S. SA INGENIERIE

Bâtiment/Infrastructure

Thomas SANCHEZ, PDG

Chargés d'opération

Serge FRITZ (Désamiantage)

Jean François (VRD)

Laurence KRIMM (GO)

Etienne DUFIS (Electricité)

Marc LANDABURU (CVC)

Administratif : France LACOSTE



14 Avenue des Tilleuls
BP 70932 - 65009 TARBES Cedex
Email : secretariat.setes@setes.fr

05 62 34 25 54 Tél.
05 62 34 44 41 Fax

Email : sfritz.setes@setes.fr
Email : vrd.setes@setes.fr
Email : lk.setes@setes.fr
Email : ed.setes@setes.fr
Email : ml.setes@setes.fr

06 70 59 48 11 Port.
07 88 82 96 87 Port.
06 75 21 21 94 Port.
06 30 48 85 75 Port.
07 88 30 57 16 Port.

Etapes mission	APS	APD	PRO	AMT	VISA	DET	AOR
Date :			Juin 2025				

Phase DCE

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)

LOT 01 :

DÉSAMIANTAGE

Le 2 juin 2025

Cahier des Clauses Techniques Particulières **(CCTP)**

Préfecture des LANDES (40)
Réaménagement intérieur des locaux regroupant l'Accueil Général de la Préfecture
et la Direction de la Citoyenneté et de l'Immigration

Phase DCE

LOT N°1 **DÉSAMIANTAGE**

SOMMAIRE

I - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1. PRESENTATION GENERALE	3
2. ARTICLES REGLEMENTAIRES.....	3
3. TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE	5
II – DESCRIPTION DES TRAVAUX - PROJET	9
0 – PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	10
1 – PRESTATIONS GENERALES	10
2 – REZ-DE-CHAUSSEE	11

I - DISPOSITIONS GENERALES

1. PRESENTATION GENERALE

Le présent CCTP a pour objet de définir les travaux de désamiantage dans le cadre du :

**Réaménagement intérieur des locaux regroupant l'Accueil Général de la Préfecture
et la Direction de la Citoyenneté et de l'Immigration**

situé :

26 rue Victor Hugo 40021 MONT DE MARSAN.

Les éléments développés ci-dessous implique que doivent être pris en compte par l'entreprise, toutes les sujétions en découlant, tant en prix, le planning, les accès et les installations de chantier, les exigences de voisinage.
Les travaux couverts par cette partie du descriptif comprennent la fourniture de toutes installations, main d'œuvre, équipement, outillage, matériaux et matériels nécessaires pour effectuer tous les travaux de retrait d'amiante et autres travaux associés.

Les travaux seront réalisés en site non occupé.

2. ARTICLES REGLEMENTAIRES

1/ Textes communs aux travaux avec et sans présence d'amiante

- Le code de l'Urbanisme
- Le code de la construction et de l'habitation
- Les Règles de l'Art - Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU,
- Les règles des D.T.U
- Les Règles Professionnelles
- Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable..."
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA)
- Le code du travail
- Le code de l'environnement
- Les règlements de sécurité

2/ Textes relatifs aux travaux de désamiantage

Les travaux de désamiantage seront exécutés conformément à toutes les normes, codes, décrets, règlements et textes en vigueur à la date d'exécution des travaux et notamment (liste non-exhaustive) tel que :

DÉCRETS :

- Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail ;
- Décret n°2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante

Préfecture des LANDES (40)
Réaménagement intérieur des locaux regroupant l'Accueil Général de la Préfecture
et la Direction de la Citoyenneté et de l'Immigration
CCTP - Phase DCE
Lot N°1 : Désamiantage
Le 02 juin 2025

- Décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par les décrets n° 97-855 du 12 septembre 1997, n° 2001-840 du 13 septembre 2001, n° 2002-839 du 3 mai 2002, et consolidée au 27 mai 2003 ;
- Décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, modifié par les décrets n° 96-1132 du 24 décembre 1996, n° 97-1219 du 26 décembre 1997, n° 2001-840 du 13 septembre 2001, n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 ;

ARRÊTÉS :

- Arrêté du 4 mai 2004 relatif à la mesure de la concentration en fibres d'amiante sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des laboratoires ;
- Arrêté du 25 avril 2005 relatif à la formation et à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Arrêté du 25 avril 2005 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante ;
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait des matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux, JO du 1er mars 2007.
- Les recommandations de l'INRS et en particulier le Guide de prévention n° ED 6091 dernière version relative aux Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrément, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Articles R4412-94 à R4412-148 du code du travail

Pour rappel, la réglementation pour la gestion du risque amiante relevant de la **sous-section 4** définit dans le Code du Travail :

- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrément, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Norme NF EN ISO 16000-7 relative à la stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air intérieur et son guide d'application (GA X46-033 d'août 2012).
- Mise en décharge agréée des produits amiantés selon la classe de déchèterie réglementaire tenant compte des dispositions de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, qui autorise la mise en décharge des déchets amiantés liés du bâtiment en ISDND (Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, ex classe 2) à compter du 1er juillet 2016 à conditions qu'elles disposent d'alvéoles de stockage adaptées.

3. TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE

3.1 - CONNAISSANCE DES LIEUX ET SERVITUDES DU SITE

Avant les travaux, une visite initiale permettra d'apprécier la nature exacte des ouvrages à déposer de la disposition des lieux, des difficultés d'accès au chantier ainsi que les possibilités d'évacuation des matériaux.

Les travaux seront à prévoir par tous les moyens appropriés à la nature des ouvrages concernés, compris protections des ouvrages contigus conservés.

3.2 - CONSIGNATION DES RESEAUX

La consignation des réseaux devra être effective avant tout travaux de désamiantage.

Des PV de consignation des réseaux seront établis par les auteurs des consignations.

Une attestation de dégazage sera également fournie par les réseaux gaz et fioul.

3.3 - PLAN DE RETRAIT

Conformément aux dispositions des articles R 4412-137 à R 4412-138 du Code du Travail, l'entreprise de retrait d'amiante établira un plan de retrait de l'amiante et le communiquera aux organismes de contrôle et de prévention (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP), 30 jours avant le démarrage des travaux de retrait d'amiante.

Ce plan de retrait devra notamment respecter les dispositions de l'article R4412-133 du Code du Travail et au guide méthodologique INRS. Il permettra de définir les moyens de protection collective et individuelle à mettre en œuvre pour chaque processus de travaux, en fonction du niveau d'empoussièrement attendu.

L'entreprise sera responsable de l'aboutissement positif de PDRE par l'administration et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation financière en raison de demande formulées par les services instructeurs, même lorsqu'ils sont formulés plusieurs mois après l'instruction.

L'entreprise soumettra préalablement également pour avis son plan de retrait au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS pendant la période de préparation, sans pour autant que ces derniers se substituent aux organismes de contrôle pour la délivrance d'un VISA.

Un exemplaire du plan de retrait amiante devra toujours être disponible et consultable sur le chantier. Ce dernier doit préciser :

- la nature des travaux, la localisation des zones à traiter et des quantités d'amiante manipulées
- le lieu et la description de l'environnement du chantier où les travaux sont effectués,
- la date de commencement, la durée probable des travaux,
- le nombre de travailleurs impliqués, ainsi que leurs attestations de compétences
- les méthodes mises en œuvre par la description de l'ensemble des processus
- les caractéristiques des équipements à utiliser ainsi que les procédures pour la protection et la décontamination des travailleurs, ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux, ainsi que pour l'évacuation des déchets
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;
- les résultats des recherches et repérages des matériaux contenant de l'amiante.

3.4 - SECURITE

L'entreprise devra prévoir dans son offre l'élaboration d'un plan d'urgence, notamment en cas de :

- découverte d'amiante en cours de chantier,
- découverte de pollution amiante (limitée aux travaux amiante + à l'extérieur de la zone de chantier)

3.5 – PLAN D'URGENCE

L'entreprise devra prévoir dans son offre tous les dispositifs assurant la mise en sécurité du chantier et des abords pendant les travaux de désamiantage ainsi que les clôtures interdisant l'accès aux zones de travail, etc...suivant les préconisations du coordonnateur SPS ou du maître d'œuvre ainsi que les guides de recommandations édités par l'OPPBTP et le SNED.

3.6 - MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

Métrologie

Pour réaliser l'évaluation des risques et définir les modes opératoires à mettre en place dans le cadre des opérations de retrait et de confinement de l'amiante (sous-section 3) ou d'entretien, maintenance susceptibles de libérer des fibres d'amiante (sous-section 4), le niveau d'empoussièrement de chacun de vos travaux et seront définis selon les 3 niveaux réglementaires.

L'entreprise devra remettre un rapport de fin de travaux avec tous les résultats de ces mesures.

Nota : Les mesures de 2ème restitution sont à la charge du maître d'ouvrage (lot métrologie) (Cf. Article R 1334-29-3, Décret n°2011-629)

3.7 - TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE

L'entreprise devra être titulaire de la certification amiante 1552 ou équivalent

Retrait d'amiante avec empoussièrement prévisionnel de 1^{er} niveau (fibres < à 100 f/l)

Chaque zone de travail identifiée pour les travaux de désamiantage, celle-ci nécessitera :

- La mise en place de dispositif de propreté type polyane ;
- L'installation d'un SAS de décontamination du personnel 3 compartiments et d'un SAS de décontamination matériel/déchets à 3 compartiments ;
- Les opérateurs seront équipés d'appareils de protection respiratoire.
- Fourniture d'un certificat d'acceptation préalable (CAP) par l'installation de stockage.
- Dépose des matériaux selon le mode définis dans le plan de retrait
- Conditionnement des matériaux déposés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par la réglementation
- Evacuation des sacs à déchets amiantes par le SAS prévu à cet effet. Les déchets emballés sont sortis de la zone de traitement de l'amiante au fur et à mesure de l'avancement.
- Stockage temporaire dans zone aménagée spécifiquement aux matériaux contenant de l'amiante.
- L'évacuation vers la décharge agréée se fera dès qu'une unité de transports sera constitué. Un pesage de ces déchets sera effectué avant le chargement vers l'unité de stockage. Les quantités devront figurées sur le BSDA.

En cas de sous-traitance du transport des déchets amiantés vers leurs de stockage, le titulaire aura obligation de déclarer son sous-traitant (application du droit au paiement direct)

Retrait d'amiante avec empoussièrement prévisionnel de 2^{ème} niveau (100 f/l < fibres < à 6000 f/l)

Chaque zone de travail identifiée pour les travaux de désamiantage, celle-ci nécessitera :

- La mise en place d'un confinement dynamique comprenant notamment :
 - Une isolation étanche à l'eau et à l'air des zones de travail par la mise en place d'une double peau de polyane ;
 - Un renouvellement d'air dans les zones de travail, avec un taux minimal fixé à 6 à 10 vol / heure, assuré par un extracteur, associé à un extracteur de secours (en cas de défaillance du premier) ;
 - Une mise en dépression de la zone supérieure ou égale à 10 Pa.
- L'installation d'un SAS de décontamination du personnel à 5 compartiments et d'un SAS de décontamination matériel/déchets à 3 compartiments
- Les opérateurs seront équipés d'appareils de protection respiratoire à ventilation assistée ou à adduction d'air.
- Un bilan aéraulique prévisionnel sera réalisé et sera complété par un test à la fumée réalisé conformément à l'arrêté du 8 avril 2013, à l'aide d'un générateur de fumée avant le début de travaux et à chaque reprise de travaux survenu après un incident de nature à détériorer l'installation aéraulique dans la zone concernée. Ces essais à la fumée permettront de vérifier la dépression (10 Pa minimum) en tout point et l'absence de zones « mortes ». Les installations de décontamination (SAS) seront également prises en compte dans ce test de fumée.
- Fourniture d'un certificat d'acceptation préalable (CAP) par l'installation de stockage.
- Dépose des matériaux selon le mode définis dans le plan de retrait
- Conditionnement des matériaux déposés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par la réglementation
- Evacuation des sacs à déchets amiantes par le SAS prévu à cet effet. Les déchets emballés sont sortis de la zone de traitement de l'amiante au fur et à mesure de l'avancement.
- Stockage temporaire dans zone aménagée spécifiquement aux matériaux contenant de l'amiante.
- L'évacuation vers la décharge agréée se fera dès qu'une unité de transports sera constitué. Un pesage de ces déchets sera effectué avant le chargement vers l'unité de stockage. Les quantités devront figurées sur le BSDA.

En cas de sous-traitance du transport des déchets amiantés vers leurs de stockage, le titulaire aura obligation de déclarer son sous-traitant (application du droit au paiement direct)

Retrait d'amiante avec empoussièrement prévisionnel de 3ème niveau (6000 f/l < fibres < à 25000 f/l)

Chaque zone de travail identifiée pour les travaux de désamiantage, celle-ci nécessitera :

- La mise en place d'un confinement dynamique comprenant notamment :
 - Une isolation étanche à l'eau et à l'air des zones de travail par la mise en place d'une double peau de polyane ;
 - Un renouvellement d'air dans les zones de travail, avec un taux minimal fixé à 10 à 20 vol / heure, assuré par un extracteur, associé à un extracteur de secours (en cas de défaillance du premier) ;
 - Une mise en dépression de la zone supérieure ou égale à 10 Pa.
- L'installation d'un SAS de décontamination du personnel à 5 compartiments et d'un SAS de décontamination matériel/déchets à 3 compartiments
- Les opérateurs seront équipés d'appareils de protection respiratoire à ventilation assistée ou à adduction d'air.
- Un bilan aéraulique prévisionnel sera réalisé et sera complété par un test à la fumée réalisé conformément à l'arrêté du 8 avril 2013, à l'aide d'un générateur de fumée avant le début de travaux et à chaque reprise de travaux survenu après un incident de nature à détériorer l'installation aéraulique dans la zone concernée. Ces essais à la fumée permettront de vérifier la dépression (10 Pa minimum) en tout point et l'absence de zones « mortes ». Les installations de décontamination (SAS) seront également prises en compte dans ce test de fumée.

- Fourniture d'un certificat d'acceptation préalable (CAP) par l'installation de stockage.
- Dépose des matériaux selon le mode définis dans le plan de retrait
- Conditionnement des matériaux déposés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par la réglementation
- Evacuation des sacs à déchets amiantes par le SAS prévu à cet effet. Les déchets emballés sont sortis de la zone de traitement de l'amiante au fur et à mesure de l'avancement.
- Stockage temporaire dans zone aménagée spécifiquement aux matériaux contenant de l'amiante.
- L'évacuation vers la décharge agréée se fera dès qu'une unité de transports sera constitué. Un pesage de ces déchets sera effectué avant le chargement vers l'unité de stockage. Les quantités devront figurées sur le BSDA.

En cas de sous-traitance du transport des déchets amiantés vers leurs de stockage, le titulaire aura obligation de déclarer son sous-traitant (application du droit au paiement direct)

Retrait d'amiante avec empoussièrement prévisionnel de 4ème niveau (25000 f/l < fibres)

L'entreprise doit revoir ses processus pour descendre les concentrations d'amiante à un niveau inférieur. Alors les travaux de désamiantage se feront selon les préconisations du retrait d'amiante avec empoussièrement prévisionnel de **3ème niveau (6000 f/l < fibres < à 25000 f/l)**

3.8 – TRAITEMENT DES DECHETS AMIANTES

L'élimination des déchets amiantés ne peut être réalisée que dans des Installations de stockage des déchets (ISD) autorisées au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

On distingue trois catégories d'ISD :

- Les ISDI (ex classe 3) - Installation de stockage des déchets inertes qui ne peuvent admettre aucun déchet amiante
- Les ISDND (ex classe 2) - Installations de stockage des déchets non dangereux
- Les ISDD (ex classe 1) - Installations de stockage des déchets dangereux.

Suite à l'Arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND peuvent être traités dans :

- Les ISDND, sous réserve d'arrêté préfectoral autorisant le traitement des déchets amiante en alvéoles spéciales, les déchets de matériaux contenant de l'amiante issus ;
 - du bâtiment,
 - du génie civil,
 - des travaux publics,
 - les agrégats d'enrobés bitumineux amiantés,
 - de terres naturellement amentifères,
- Dans les ISDD ;
 - Tous les autres déchets d'amiante non issus de bâtiment (travaux publics, etc.), notamment les déchets connexes de chantiers contaminés (EPI, films de protection).

En effet, depuis l'Arrêté du 15 février 2016, la notion d'amianté lié ou non lié n'est plus pertinente dans le choix de la filière de traitement des déchets.

II – DESCRIPTION DES TRAVAUX - PROJET

L'entreprise établira son offre en prenant toutes les informations pour le repérage des matériaux contenant de l'amiante figurant sur le RAATréféréncé :

- **Rapport 16161111/S3.1.3. rev2.R** rédigé par **BUREAU VERITAS le 04/11/2024**

Les plans des états des lieux et de démolitions fournis lors de la consultation sont fournis dans le seul but d'apporter une vue globale des différentes façades et des niveaux d'étages.



Bureau Veritas Exploitation SAS

BASSUSSARY
48 avenue du 8 mai 1945
Espace Mendi Alde Bâtiment A
64100 BAYONNE France
Téléphone : 05 59 42 55 42
Mail : nicolas.fadrique@bureauveritas.com

A l'attention de Mme DANE Sylvie

PREFECTURE DES LANDES
24-26 RUE VICTOR HUGO
40000 MONT DE MARSAN

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Article R4412-97 du Code du Travail, Norme NF X 46-020 du 5 août 2017



Date(s) du repérage :
le 21/10/2024
le 11/10/2022
le 30/11/2023
le 10/11/2023

Nom du site : PREFECTURE DES LANDES

Immeuble bâti objet du repérage :

PREFECTURE DES LANDES
24-26 RUE VICTOR HUGO
40000 MONT DE MARSAN

Numéro d'affaire : 16161111
Référence du rapport : 16161111/S3.1.3.rev2.R
Annule et remplace : 16161111/S3.1.3.rev1 en date du 12/12/2023
Rédigé le : 04/11/2024
Par l'opérateur de repérage : Nicolas FADRIQUE
Date de la commande : 03/10/2022



Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau Veritas Certification 60, avenue Charles de Gaulle - Immeuble le Guillaumet - 92046 PARIS LA DEFENSE Certificat n° 14666998

	Date de début de validité	Date de fin de validité
Amiante sans mention	19/05/2022	18/05/2029
Amiante avec mention	19/05/2022	18/05/2029

Ce rapport contient 72 pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement.

0 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

Pour établir leur offre de prix, les entrepreneurs devront obligatoirement prendre en compte les informations et obligations notées dans le lot 0 commun à tous les Lots "PRESCRIPTIONS COMMUNES".

Coût relatif à la prise en compte des obligations des chapitres des prescriptions communes

1 – PRESTATIONS GENERALES

1.1 - Pièces administratives

Rédaction d'un Plan de Retrait et diffusion aux organismes réglementaires.

Pièces administratives comprenant :

- certificat d'Acceptation Préalable des déchets,
- élaboration des documents de fin de chantier comprenant et transmission des résultats de mesure d'empoussièrement aux organismes obligatoires (DIRECCTE, SRAS, GLOBAL...)
- le rapport de fin de travaux (R. 4212-139 du Code du travail), il comprendra tous les éléments relatifs au déroulement des travaux, notamment les mesures de niveaux d'empoussièrement, les certificats d'acceptation préalables des déchets et les plans de localisation de l'amiante mis à jour

Les rapports de repérage amiante avant travaux sont établis par BUREAU VERITAS référencés :

- **Rapport 1616111/S3.1.3. rev2.R** rédigé par **BUREAU VERITATS le 04/11/2024**

1.2 - installation de chantier

Installations de chantier avec :

- Mise en place de la signalétique réglementaire, émission de CAP.
 - Création d'une zone de stockage de déchets comprenant la mise place de la clôture métallique de type HERAS avec jambes de forces, sabots, colliers d'assemblage, film opaque, signalétique réglementaire (l'accès doit être complètement interdit au public et à toutes personnes non formées).
 - Location de voirie nécessaire aux travaux.
 - Base de vie à aménager dans locaux mis à disposition par le maître d'ouvrage et notamment pour le bureau de chantier, la zone de récupération des opérateurs, la zone de restauration et de repos. L'alimentation en eau et en électricité de la zone sera faite par le présent lot depuis les points de branchement existants :
 - Pour le branchement d'eau depuis l'alimentation existante en chaufferie. Un comptage divisionnaire sera installé par le présent lot. Les relevés seront faits par constat contradictoire entre l'entreprise et la MOE.
 - Pour le branchement électrique, depuis le local TGBT. Un comptage divisionnaire sera installé par le présent lot. Les relevés seront faits par constat contradictoire entre l'entreprise et la MOE.
- Un nettoyage journalier de toutes les installations de chantier sera réalisé conformément aux prescriptions du guide de préconisation de l'OPPBTP vis-à-vis de la COVID 19.
- Branchement d'eau et électrique de chantier pour installation de chantier du lot désamiantage

1.3 - Consignation des réseaux

La consignation des réseaux est due par d'autres lots.

La consignation se fera depuis l'origine de chaque réseau depuis les coupures générales

Les réseaux concernés sont :

- L'eau
- Le gaz
- L'électricité (*)
- Les courants faibles (informatique et téléphone)
- Etc...

Ces consignations devront être effectuées par des entreprises certifiées et qualifiées à réaliser des interventions spécifiques sur les réseaux concernés. Une attestation de consignation sera fournie par l'entreprise pour chaque réseau

1.4 - Mesures d'empoussièrement

Stratégie d'échantillonnage.

L'entreprise remettra, au fur et à mesure des prélèvements, la copie des mesures qu'elle a fait réaliser et leurs résultats.

2 – REZ-DE-CHAUSSEE

2.1 - installations de chantier

Dans le cadre de la mise en place d'un confinement, il sera prévu les installations adéquates et réglementaires (SAS de décontamination, etc...)

2.2 - Mesures d'empoussièrement

Différentes mesures d'empoussièrement seront réalisées :

- Mesure d'empoussièrement état initiale, compris analyses et rédaction des rapports d'analyse.
- Mesure d'empoussièrement sur chantier pendant les opérations de retrait, compris analyse et rédaction des rapports d'analyses.
- Mesure d'empoussièrement de restitution en fin de chantier, compris analyses et rédaction des rapports d'analyses.
- Mesure d'empoussièrement sur opérateur pendant les opérations de retrait.

2.3 – Travaux de curage

Dépose des vitrages existants à proximité des zones concernées par le retrait d'amiante, y compris toutes sujétions

Pour travaux de curage

2.4 - Retrait des matériaux contenant de l'amiante

Mise en place d'une protection avec polyane 200 microns sur la périphérie des locaux à désamianter, y compris toutes sujétions de réalisation

Dépose des nez de marche sur revêtement de PVC par découpe ou arrachage et raclage, y compris aspiration des fibres avec aspirateur à filtre THE et pulvérisation d'un produit surfactant, double ensachage et mise en œuvre étiquetage réglementaire.

Pour retrait d'amiante (repère 39 et 77) des nez de marche repère dans le rapport 16161111/S3.1.3. rev2.R rédigé par BUREAU VERITATS le 04/11/2024



Mise en place d'une protection avec polyane 200 microns sur la périphérie des locaux à désamianter, y compris toutes sujétions de réalisation

Dépose des joints d'étanchéité entre la menuiserie extérieure et la maçonnerie, y compris démontage ponctuel des huisseries métallique, aspiration des fibres avec aspirateur à filtre THE et pulvérisation d'un produit surfactant, double ensachage et mise en œuvre étiquetage réglementaire. et toutes sujétions de réalisation

Pour retrait d'amiante (repères 48 et 52) des joints de menuiserie repère dans le rapport 16161111/S3.1.3. rev2.R rédigé par BUREAU VERITATS le 04/11/2024



Mise en place d'une protection avec polyane 200 microns sur la périphérie des locaux à désamianter, y compris toutes sujétions de réalisation

Dépose des joints d'étanchéité entre 2 parties de menuiseries en aluminium de la véranda, y compris démontage ponctuel des huisseries métallique, aspiration des fibres avec aspirateur à filtre THE et pulvérisation d'un produit surfactant, double ensachage et mise en œuvre étiquetage réglementaire et toutes sujétions de réalisation

Pour retrait d'amiante (repères 61 et 62) des joints de menuiserie repère dans le rapport 16161111/S3.1.3. rev2.R rédigé par BUREAU VERITATS le 04/11/2024



Prélèvement - P61 : Extérieur / Façade - Joint- (Présence
d'amiante)

2.5 - Conditionnement et transport vers décharge

2.5.1 - Matériaux contenant de l'amiante

Conditionnement par double ensachage des matériaux contenant de l'amiante et des équipements de protection et EPI.

Chargement, évacuation et transport par entreprise autorisée vers décharge agréée

- Pour déchets non dangereux (ISDND)
- Pour déchets dangereux (ISDD).

Les éléments à évacuer vers la décharge sont :

- EPI
- Revêtement de sol PVC et ragréage (nez de marche)
- Joints d'étanchéité et huisseries métalliques associées

2.5.2 - Matériaux inertes non amiantés

A noter que les matériaux déposés conjointement pour permettre la dépose des matériaux contenant de l'amiante seront considérés comme des matériaux inertes et évacués vers des décharges classées ISDI ou vers une filière de recyclage.

- Vitrages
- Huisseries métalliques

Pour conditionnement et transport des matériaux vers les décharges